



Compte-Rendu de la rencontre avec les conseillers
industriel et social de la Ministre des Armées le 10/12/2019

L'état mobilise la LPM pour traiter l'urgence de la situation à Bergerac

Le 12 novembre la fédération avait écrit à la Ministre des Armées pour attirer son attention sur le secteur des poudres, explosifs et munitions en général et sur le cas d'Eurengo à Bergerac en priorité. Nous avons obtenu un rendez-vous avec le cabinet dont la priorité était la situation de Bergerac.

La filière munitionnaire est décrite comme un actif stratégique, le ministère envisage de grouper les commandes prévues dans la LPM, une première tranche de 20.000 charges modulaires est commandée à Nexter. Le ministère étudie avec le SIMu et la DGA, comment adresser une commande globale pour fournir de l'oxygène à Eurengo.

Cette commande selon nos informations permettrait de chercher un autre client à l'exportation pour prendre le relais et plus généralement d'engager chez Eurengo les travaux de diversification du portefeuille d'activité.

Ce soutien du « client » armée française est le bienvenu, même s'il conduit à 2 jours de chômage partiel par mois.

Nous avons expliqué que ce n'était pas notre discours sur les ventes d'armes à certain pays qui devait être pointé, mais plutôt les stratégies de profit à court terme qui ont conduit à faire dépendre un actif stratégique pour la France des commandes d'un seul client étranger, qui ont conduit à ne conserver qu'une seule activité sur le site de Bergerac, accentuant la fragilité du site.

Les représentants de la CGT Eurengo ont longuement expliqué le climat social dans l'entreprise, le refus de la direction d'engager une négociation sérieuse qui a conduit à 9 mois de conflit, comment la CGT avait réduit ses revendications à l'essentiel et combien elles restaient fondées.

Nous avons essayé de faire entendre combien la gestion sociale Eurengo n'était pas au niveau d'établissement Seveso seuil haut, les salariés ont besoin de sérénité, les primes d'objectif ont été dénoncées comme visant à briser la grève, elles sont inefficaces sur cet objectif et dangereuses dans nos activités.

Nous avons porté que la CGT ne voulait pas s'engager dans le programme de négociation proposé par la direction sans avoir au préalable une vision claire de la stratégie, du budget 2020 et d'une approche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

La CGT n'entend pas se laisser enfermer dans un calendrier limité à la fin de l'année.

Monsieur FRANCOU sera informé du contenu de cet entretien par le cabinet du ministre.

Nous espérons en sentir les effets positifs lors des négociations et réunions du CSE central à venir.

Nous resterons en contact avec le ministère parce que nous partageons l'ambition de conserver un outil munitionnaire en France au service de nos armées et de la souveraineté du pays.

La délégation était composée de Jeremy CAILLET DSC, Guillaume SIERRA élu CSEC, Stéphane COUMES DS Bergerac et de Éric BRUNE de la direction fédérale.